

## Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La pandémie de COVID-19 a considérablement freiné la dynamique de croissance économique du Ghana. Selon les estimations, la croissance du PIB réel a ralenti, à 1,7 % en 2020, contre 6,5 % en 2019 en raison de la chute des prix du pétrole et de l'affaiblissement de l'activité économique mondiale. Néanmoins, la croissance sera soutenue par une reprise progressive dans les secteurs de la construction et de l'industrie manufacturière, combinée à des prix de l'or et du cacao favorables. L'inflation devrait atteindre 10 % en 2020, contre 8,7 % en 2019, du fait des interruptions des chaînes d'approvisionnement liées à la pandémie et d'une politique monétaire expansionniste visant à atténuer les effets économiques de la Covid-19. Le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 10,5 % du PIB en 2020, contre 4,8 % en 2019, en raison du manque à gagner dû à la faiblesse de l'activité économique et à l'augmentation imprévue des dépenses de santé. Le déficit du compte courant devrait se réduire à 2,5 % du PIB en 2020, contre 2,8 % en 2019, en raison de la réduction de la demande d'importations. Les réserves de change ont maintenu le niveau de l'année précédente de 4,0 mois de couverture des importations à partir d'octobre 2020. Le cedi ghanéen s'est déprécié de 3,1 % en 2020 contre une dépréciation de 10 % en 2019. Le Ghana reste en situation de «risque élevé de surendettement» dans l'analyse de viabilité de la dette de 2019 du Fonds monétaire international en raison des risques de solvabilité et de liquidité. Le ratio de la dette publique au PIB a atteint 71 % en septembre 2020, contre 63 % un an plus tôt. Une réforme du secteur bancaire, comprenant la recapitalisation des banques et la liquidation des institutions financières insolubles, a renforcé la résilience globale du secteur. Des enquêtes menées auprès des entreprises et des ménages révèlent que pendant la quarantaine partielle, environ 770 000 personnes ont subi une baisse de salaire et 42 000 ont perdu leur emploi.

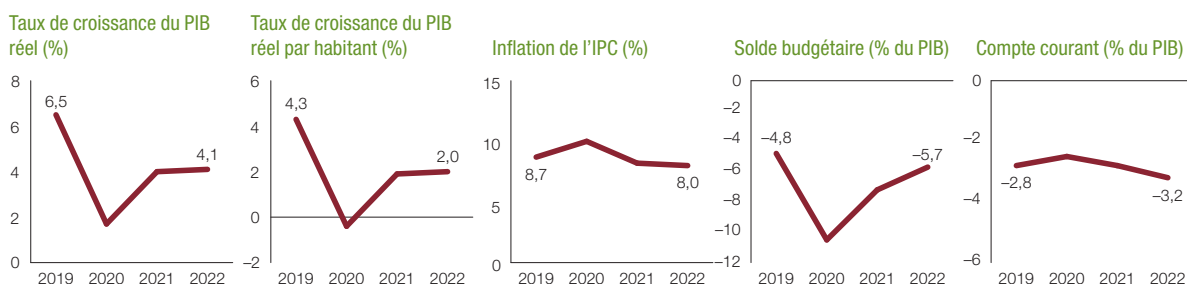
## Perspectives et risques

Les perspectives économiques sont bonnes à court et moyen terme, sous réserve d'une augmentation de la demande

d'exportations du Ghana, d'une amélioration de la confiance des entreprises et de la mise en œuvre réussie du programme d'atténuation du coronavirus et de revitalisation des entreprises (*Ghana COVID-19 Alleviation and Revitalization of Enterprise Support*). La croissance devrait passer à 4 % en 2021 et à 4,1 % en 2022. L'inflation devrait diminuer pour atteindre 8,2 % en 2021 et 8 % en 2022, soit le point médian de la fourchette cible de 6 à 10 % fixée par la Banque du Ghana. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 7,2 % en 2021 et à 5,7 % en 2022, grâce à l'augmentation attendue des recettes dans une économie en reprise. Toutefois, le déficit du compte courant devrait se creuser pour atteindre 2,8 % du PIB en 2021 et 3,2 % en 2022, pendant que les volumes d'importation retrouvent leurs niveaux d'avant la pandémie. Des risques de détérioration des perspectives émanent d'une éventuelle deuxième vague du virus et d'une augmentation des pressions budgétaires et de la dette.

## Questions et options de financement

La capacité du Ghana à ramener la croissance économique à son niveau d'avant la crise devrait être limitée par les risques liés à la fiscalité et à la dette. Le pays ne devrait revenir à son seuil de responsabilité budgétaire d'un déficit budgétaire de 5 % du PIB qu'en 2024. La dette publique à la fin de 2019 comportait des risques d'escalade des coûts, car près de 50 % de la dette extérieure était commerciale. Elle présentait également des risques de refinancement et de taux de change, avec 90 % de la dette intérieure dont les échéances étaient à court et moyen terme, et 70 % de la dette en devises était libellée en dollars américains. Pour surmonter ces risques, la mobilisation des ressources intérieures doit être complétée par une aide financière extérieure, notamment des prêts consentis à des conditions favorables. Tout en maintenant la marge des réserves de change, le gouvernement devrait engager activement ses créanciers à explorer d'autres options de financement, notamment la renégociation et la restructuration de la dette, et la suspension du service de la dette.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.